



PRÉFET
DE LA RÉGION
BRETAGNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



PROGRAMME NATIONAL
POUR L'ALIMENTATION
TERRITOIRES
EN ACTION

COMITÉ RÉGIONAL DE L'ALIMENTATION

CAMPUS SCIENCES ET NATURE DU MORBIHAN

LYCÉE AGRICOLE DU GROS CHÊNE A PONTIVY (56)

29
NOV.

1. Introduction



Benjamin BEAUSSANT

Directeur de la DRAAF Bretagne



Frédéric GRATTEPANCHE

Directeur Campus Sciences et Nature du Morbihan



Le programme de la matinée

1. Introduction – 10h

2. Les politiques publiques de l'alimentation : le cadre, les acteurs et la gouvernance en Bretagne – 10h15

3. Les actions menées en Bretagne en 2024 et perspectives 2025 – 10h20

- ✓ La restauration collective et la plateforme ma cantine
- ✓ L'éducation à l'alimentation
- ✓ Les projets alimentaires territoriaux (PAT)
- ✓ La lutte contre le gaspillage alimentaire
- ✓ La lutte contre la précarité alimentaire

4. Temps d'échanges – 11h10

5. Restitution de l'étude « L'injuste prix de notre alimentation – Quels coûts pour la société et la planète ? » – 11h30

6. Conclusion et perspectives – 12h45

2. Les politiques publiques de l'alimentation : le cadre, les acteurs et la gouvernance en Bretagne

Alexandra MARIE-MONCORGER – DRAAF

Cheffe du pôle offre alimentaire

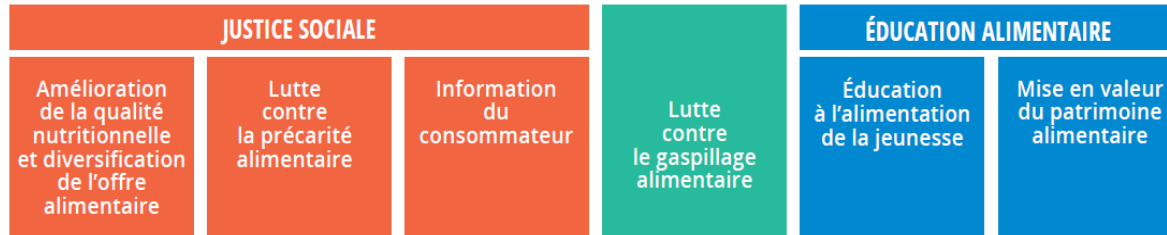


**PRÉFET
DE LA RÉGION
BRETAGNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Le programme national pour l'alimentation

3 AXES THÉMATIQUES



2 AXES TRANSVERSAUX



UNE GOUVERNANCE RENFORCÉE ET UNE RECHERCHE ACCRUE DE SYNERGIES

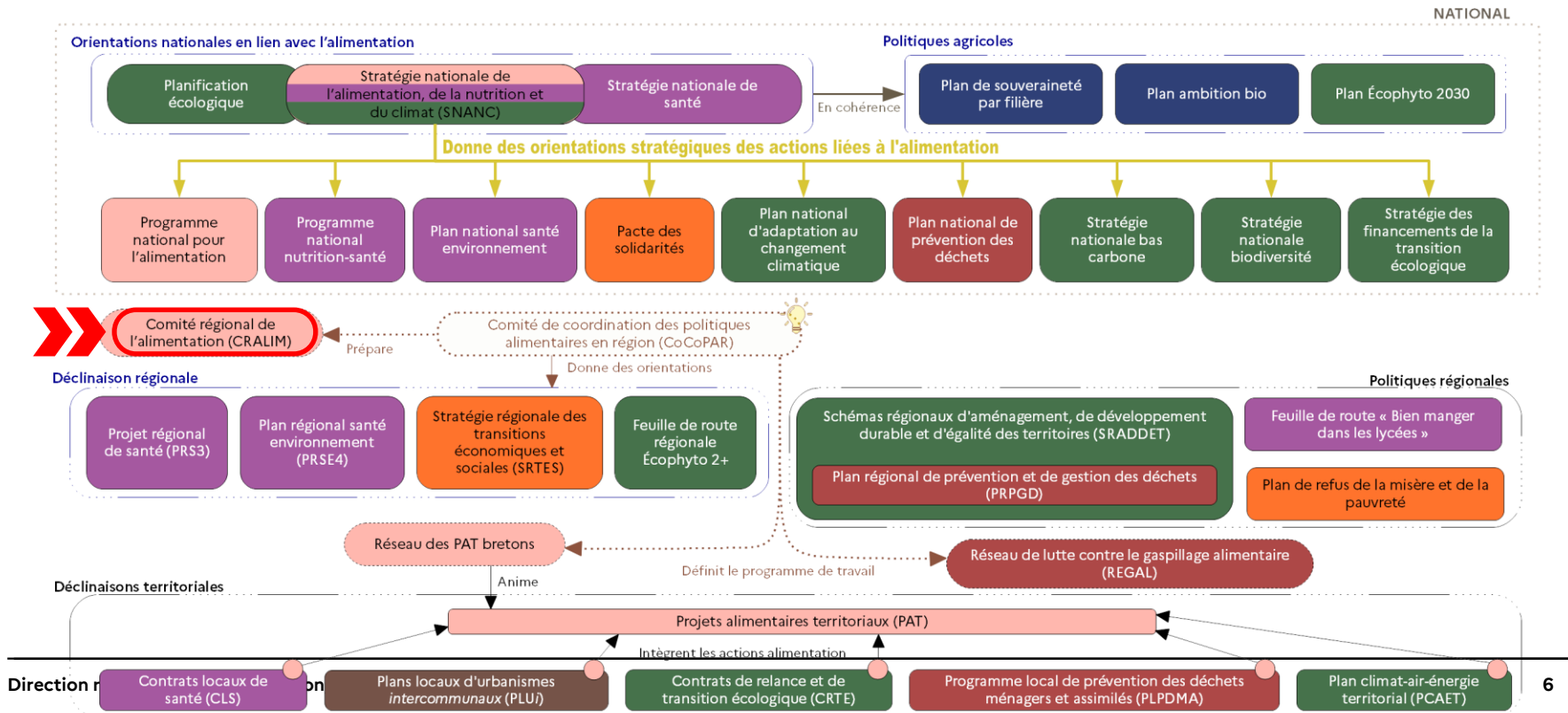


Vers la **Stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat (SNANC)**

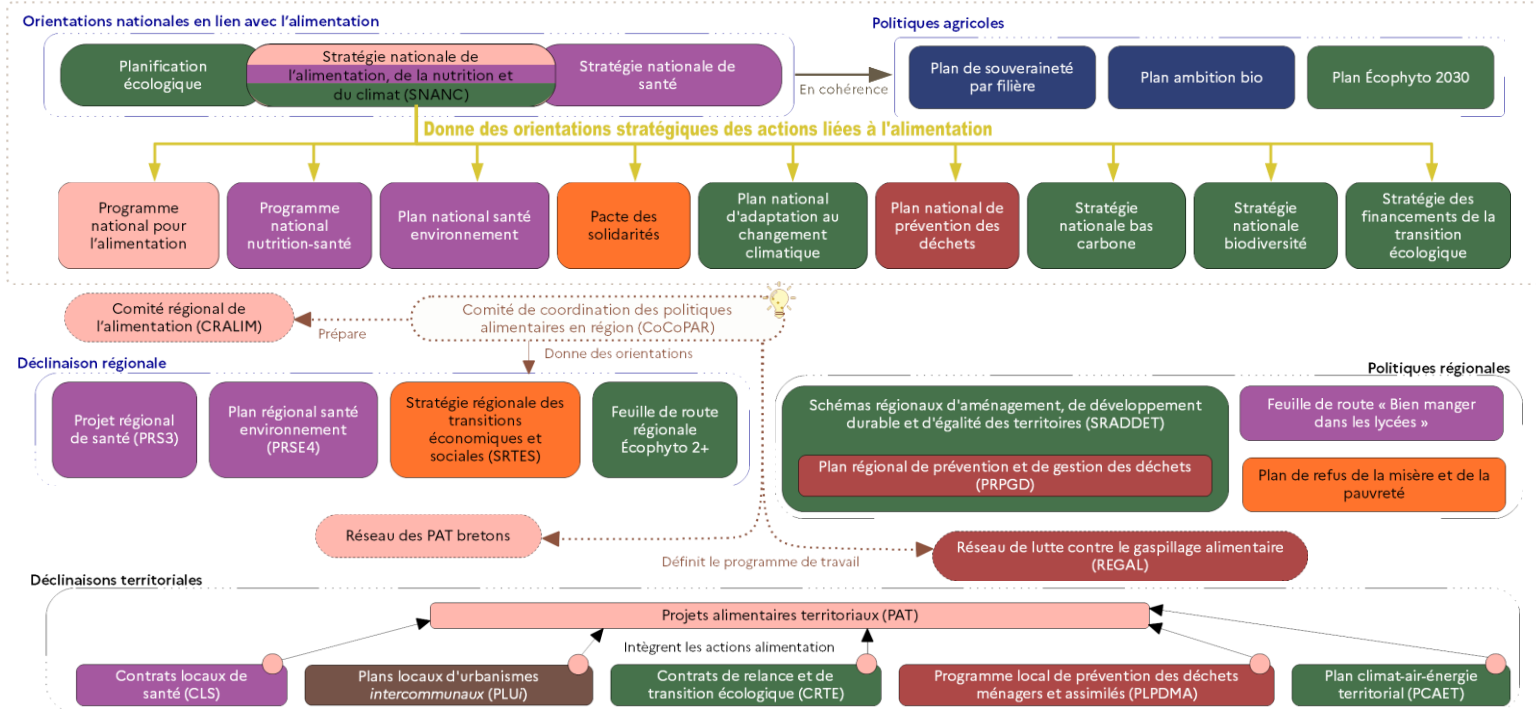
→ 6 axes structurants :

- Axe 1 - Gouvernance
- Axe 2 - Mieux produire
- Axe 3 - Mieux transformer
- Axe 4 - Mieux distribuer
- Axe 5 - Mieux consommer
- Axe 6 - Recherche

Les politiques de l'alimentation et leur gouvernance



Les politiques de l'alimentation et leur gouvernance



3. Les actions menées en Bretagne en 2024 et perspectives 2025 – Questions / réponses

Marie-Émilie MOLLARET – ADEME Bretagne

Référente alimentation durable – Déconditionnement – Méthanisation



Les intervenants



Restauration collective

Simon UZENAT

Conseiller régional référent pour l'achat public et les PAT



Les projets alimentaires territoriaux

Laurence GRAVEL

Animatrice du réseau des PAT bretons (FR CIVAM Bretagne)



Éducation à l'alimentation

Nadège BELLOIR

Chargée de mission agriculture-alimentation à Auray Quiberon Terre Atlantique (AQTA)



La lutte contre le gaspillage alimentaire

Julie BOULARD

Directrice d'Interbio Bretagne

Hélène CODA-POIREY

Vice-présidente en charge du programme alimentaire territorial d'AQTA



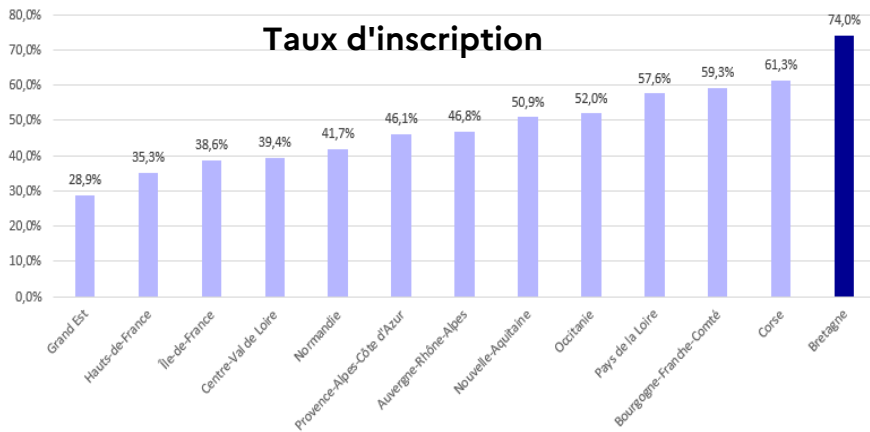
Lutte contre la précarité alimentaire

Claire MUZELLEC-KABOUCHE

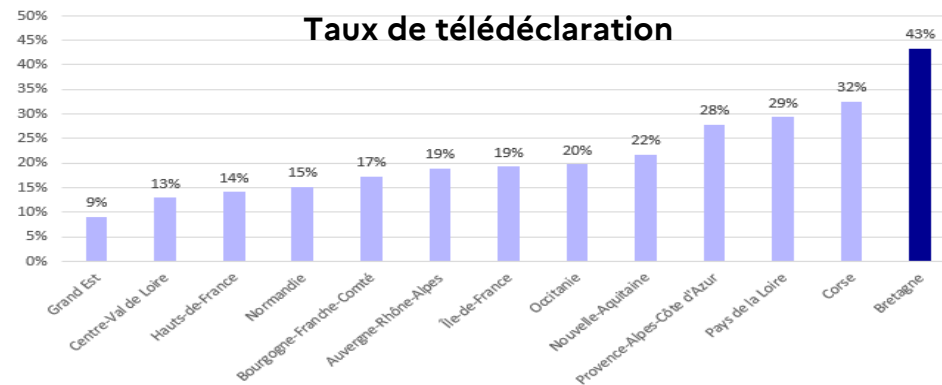
Commissaire à la lutte contre la pauvreté en Bretagne

Restauration collective : ma cantine – Résultats 2023

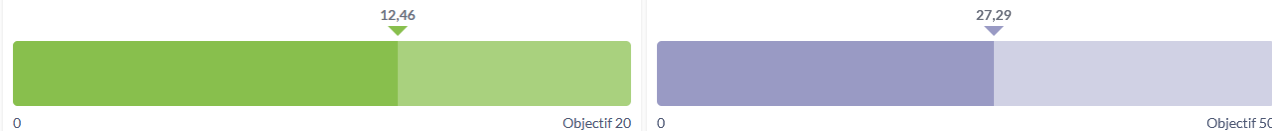
Taux d'inscription



Taux de télédéclaration

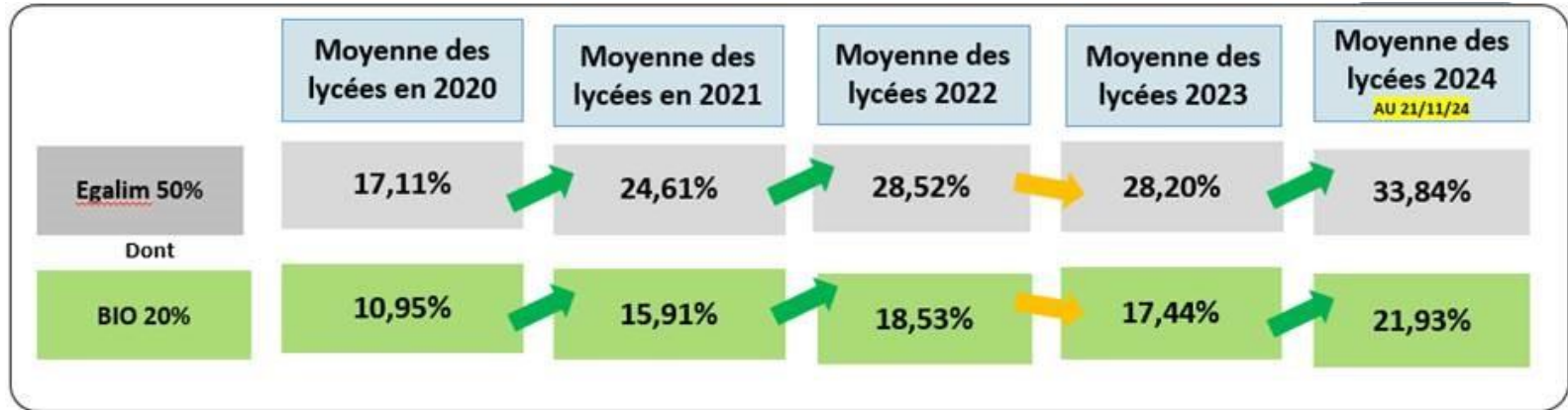


Plus de 27 % de produits durables et de qualité dont plus de 12 % de produits bio



**Prochaine campagne de
télédéclaration :**
Du 7 janvier au 31 mars 2025

Restauration collective : Breizh'Achats



Éducation à l'alimentation : Plaisir à la Cantine



PLAISIR À LA CANTINE
à l'école primaire

ars
Agence Régionale de Santé
Bretagne



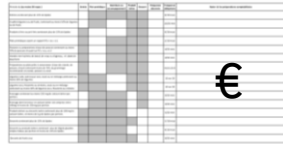
Module A : un bon
restaurant scolaire,
c'est quoi ?



Module B : l'enfant,
ce mangeur

MOLLEUX UMAMI AROMATIQUE
ROND DÉLICIEUX LISSE CROQUANT TIEDE
DUR PLAT BRULANT FORT
ÉPICÉ FADE CROUSTILLANT
CRÉMEUX SALÉ ROUGE

Module C : éveil
sensoriel à la cantine



Module D : des repas
équilibrés au juste
prix



Module E : formation
des cuisiniers



Module F : Savoir-
faire et faire savoir

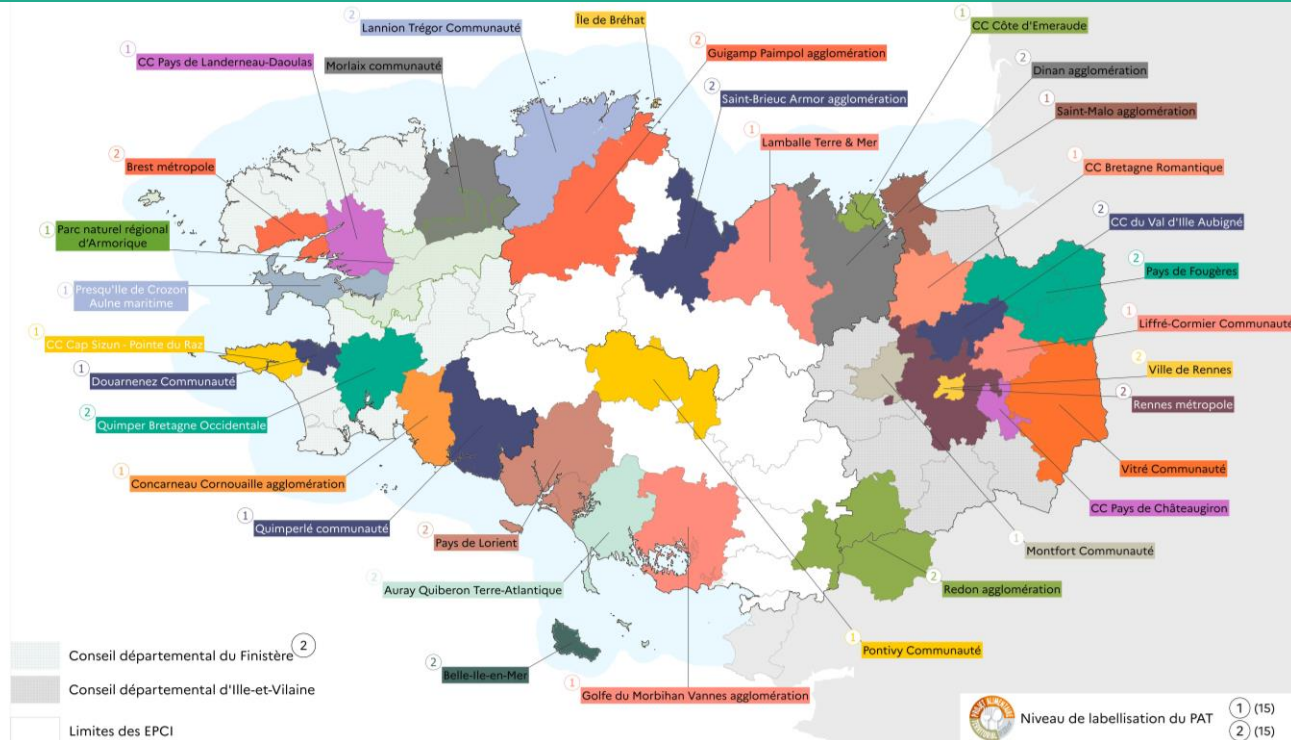


Projets alimentaires territoriaux (PAT) : les réseaux



Contact :

reseau-pat-bretagne@civam.org



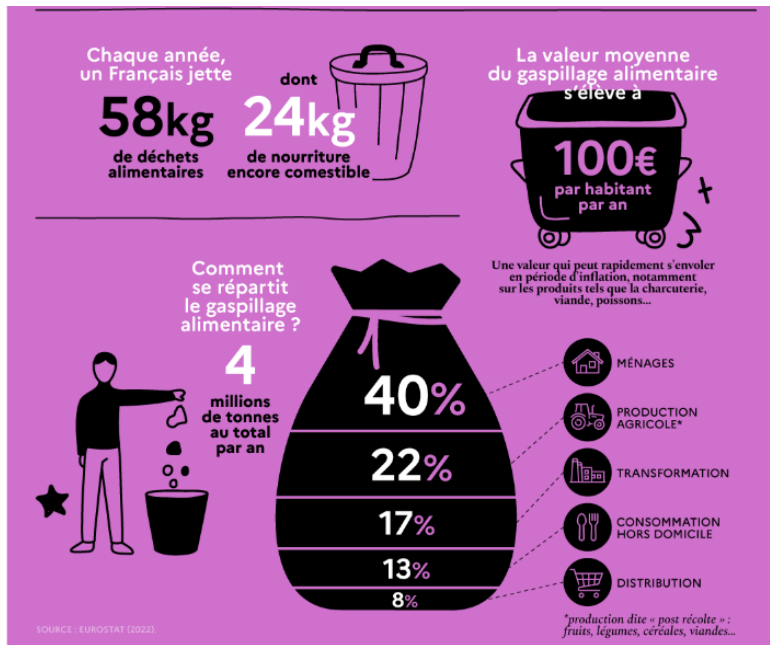
Lutte contre le gaspillage alimentaire : mise en place du Réseau d'évitement du gaspillage alimentaire (REGAL)

Chiffres clés 2024 du gaspillage alimentaire en France :

9,4 Mt/an de déchets alimentaires, dont **4 Mt/an** de gaspillage alimentaire



le réseau de l'initiative
Bio en Bretagne



Données MASAF 2024, source EUROSTAT 2022

Lutte contre la précarité alimentaire : feuille de route 2025

Gouvernance

- Élaborer une stratégie régionale de lutte contre la précarité alimentaire
- Améliorer la lisibilité des acteurs intervenant dans le système de l'aide alimentaire et les financements mobilisés
- Développer / améliorer le pilotage de la donnée pour mieux apprécier le nombre de bénéficiaires et les volumes distribués
- Poursuivre la coordination régionale des acteurs des têtes de réseau de l'aide alimentaire
- Renforcer la coordination départementale des acteurs des associations d'aide alimentaire

Couverture territoriale de l'offre

- Identification des zones blanches
- Définir une stratégie de couverture des zones blanches

Augmentation de l'offre et amélioration de la qualité de l'aide alimentaire

- Identifier les gisements agricoles
- Identifier l'offre du secteur de la transformation (entreprises agroalimentaires et coopératives)
- Encourager le don alimentaire de la part du secteur de la distribution
- Encourager le don alimentaire de la part du secteur artisanal
- Encourager le don alimentaire en restauration collective
- Engager des travaux de mise en lien, échanges de pratiques, élaboration de guides et outils

Amélioration du comportement alimentaire des bénéficiaires

- Former des professionnels des ESS à l'alimentation saine et durable :
- Soutenir les déploiement de programmes probants (Opti'Courses, Malin...)

Accompagnement financier

- Définir une stratégie de financement régionale, sur la base de la stratégie
- Animation de réseau auprès des associations d'aide alimentaire habilitées
- Mettre en œuvre et évaluer le Programme Mieux Manger pour Tous
- Poursuivre le déploiement du dispositif Cantine à 1 € à partir des consignes nationales

Participation des personnes concernées

- Identifier les attentes des bénéficiaires
- Définir les modalités de participation des personnes accompagnées avec le CRPA (conseil régional des personnes accueillies et accompagnées) et les têtes de réseaux de l'aide alimentaire

4. Temps d'échanges



5. Restitution de l'étude « L'injuste prix de notre alimentation - Quels coûts pour la société et la planète ? »



Astrid AULANIER



Délégation
du Finistère

Marcel BARBE



Violette DIVAY
Anne DESALLAIS PAULET



AUX ORIGINES DU RAPPORT



→ Des constats que l'on oppose malheureusement trop souvent dans le débat public



AUX ORIGINES DU RAPPORT

Face à une équation insoluble : **comprendre aujourd'hui le “vrai coût” de notre alimentation, pour sortir des politiques curatives** et identifier des marges de manoeuvre (y compris financières).

Un **partenariat inédit entre 4 associations** :



Secours Catholique : Association de lutte contre la pauvreté en France et dans le monde



Solidarité Paysans : association qui vient en aide aux agriculteurs - agricultrices en difficulté.



CIVAM : centres d'Initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural



Fédération Française des Diabétiques : Association de patients qui représente et défend les personnes diabétiques.

ANNE DESALLAIS,
MARAICHÈRE DANS LE
FINISTÈRE, CO-
PRÉSIDENTE DU CIVAM29

MARCEL BARBÉ,
COMITÉ CITOYEN, SECOURS
CATHOLIQUE QUIMPER



LECTURE DU TEXTE CO-ECRIT PAR LE GROUPE DU FINISTERE



ASTRID AULANIER

**CHARGÉE DE
MOBILISATION
CITOYENNE AU SCCF**

VIOLETTE DIVAY

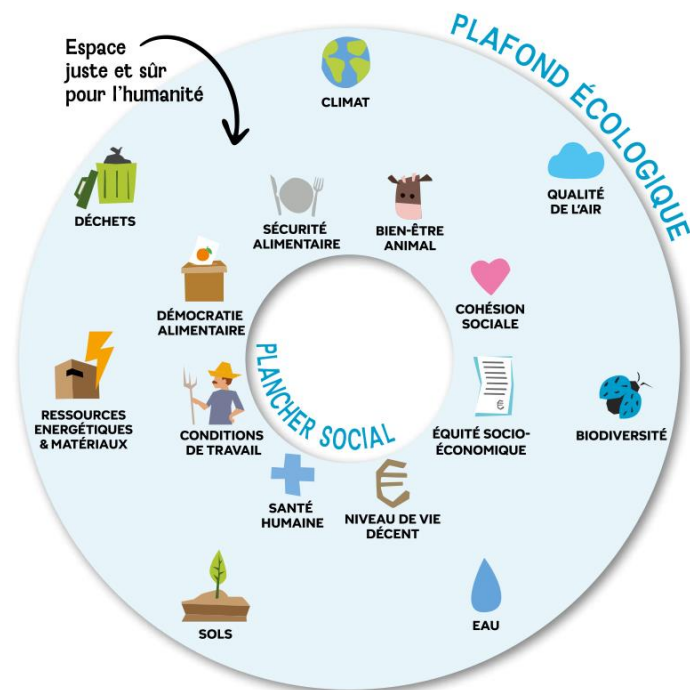
**ANIMATRICE -
COORDINATRICE CIVAM
DU FINISTÈRE**





NOTRE MÉTHODOLOGIE DÉTAILLÉE

1. **Une approche comptable**, pour identifier des lignes de dépenses réelles de l'Etat et pour ne pas donner un prix à ce qui n'en pas
2. **Une dimension qualitative**, pour exprimer les impacts qui n'ont pas de prix, au-delà des chiffres
3. **Une approche spécifique pour le calcul des impacts :**
 - Un travail à partir de l'analyse scientifique des **limites planétaires**
 - Un recueil des **données scientifiques** qui renseignent le niveau d'impacts actuel et le lien avec la manière dont on produit et consomme
 - Identification des dépenses publiques qui correspondent à la **réparation de ces impacts**





TEMPS DE DISCUSSION

EN BINÔME : 5 MINUTES

1. Prendre connaissance de la carte
2. Echange :
 - Comment je le comprends?
 - En quoi cela nous interpelle?
 - En quoi cela fait échos à mon quotidien/mon activité?



TEMPS DE DISCUSSION

PAR GROUPE DE SIX PERSONNES : 10MINUTES

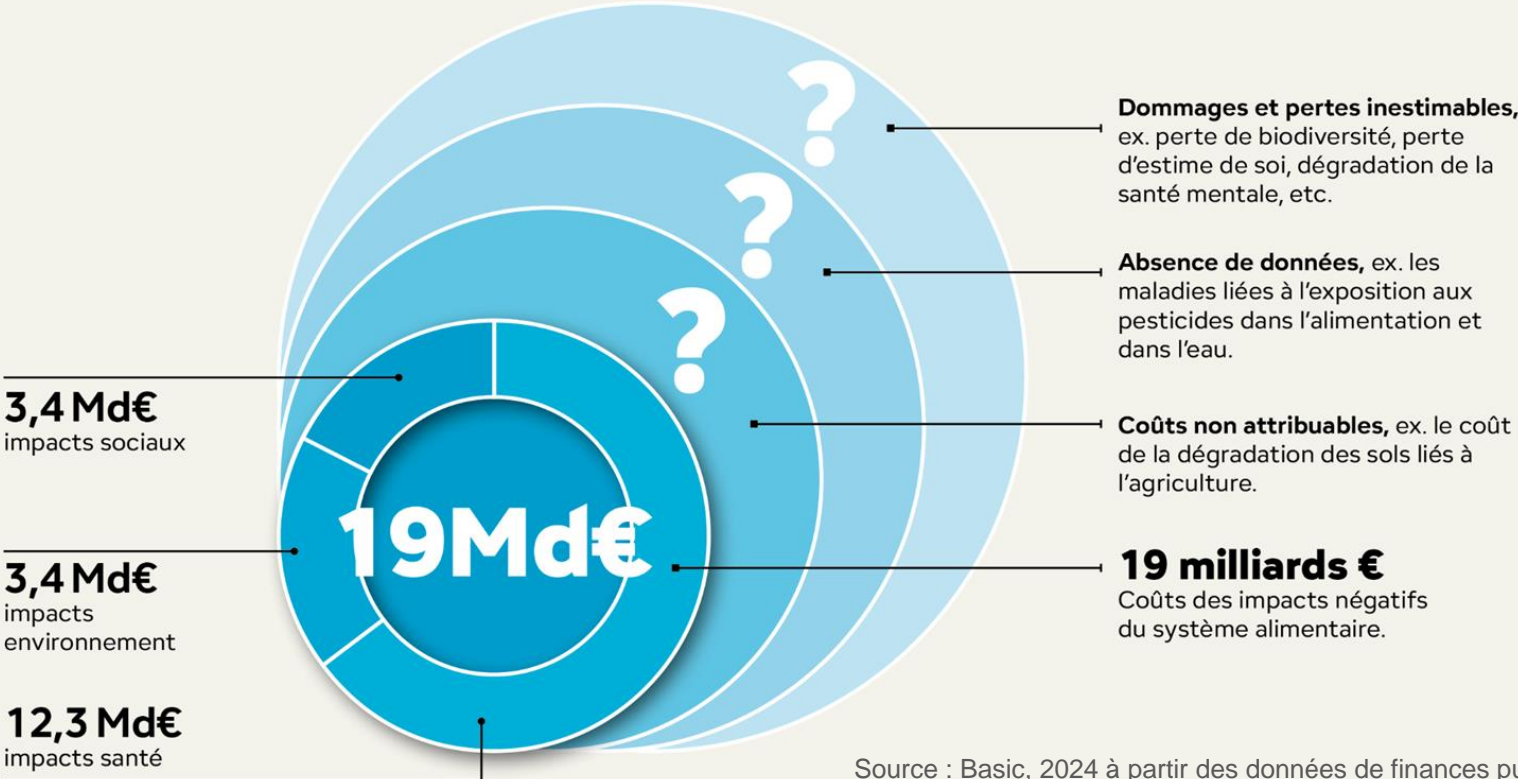
3 COULEURS DE CARTE REPRÉSENTÉES

1. Chaque binôme présente sa carte
2. Echange :
 - En quoi cela nous interpelle?
 - Quels liens, quels sens ont ces chiffres les uns au regard des autres?

LES RÉSULTATS DU RAPPORT



LE COÛT DES IMPACTS NÉGATIFS DE NOTRE SYSTÈME ALIMENTAIRE



Source : Basic, 2024 à partir des données de finances publiques et de l'analyse des limites planétaires du CGDD



ZOOM SUR LA SANTÉ (1/2)

12,3 MILLIARDS D'EUROS : LE COÛT DES IMPACTS SUR LA SANTÉ

- 11,7 milliards d'euros pour les maladies des consommateurs
- 675 millions d'euros pour les maladies professionnelles : troubles musculosquelettiques et exposition aux pesticides

Des dépenses
largement
sous-estimées



ZOOM SUR LA SANTÉ (2/2)

Des injonctions contradictoires :

“Manger 5 fruits et légumes par jour”, quand dans le même temps **5,5 milliards d’euros étaient dépensés pour la publicité sur l’alimentation en 2023** par les acteurs du secteur, pour moitié pour des produits trop gras, trop sucrés, trop salés.

→ C’est **plus de 1 000 fois** le budget communication du Programme national nutrition santé

LE VRAI COUT DE NOTRE ALIMENTATION

DES DÉPENSES PUBLIQUES
EN MANQUE DE BOUSSELE
SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE

12,3 Mds€
IMPACTS SANTÉ

3,4 Mds€
IMPACTS
SOCIAUX

3,4 Mds€
IMPACTS
ÉCOLOGIQUES

19 Mds€

D'ARGENT PUBLIC
POUR COMPENSER
LES EFFETS NÉGATIFS DE NOTRE
SYSTÈME ALIMENTAIRE

CERTAINS COÛTS SONT INESTIMABLES

SENTIMENT D'EXCLUSION

PERTE DE SENS
DANS SON TRAVAIL ET D'ESTIME DE SOI

DÉFIANCE POLITIQUE

PERTE DE BIODIVERSITÉ

ET EN PLUS DE CELA

- **48 MILLIARDS D'EUROS D'ARGENT PUBLIC QUI ENTRETIENNENT NOTRE SYSTÈME ALIMENTATION**
- **UNE BONNE NOUVELLE CAR C'EST AUTANT DE MOYENS D'AGIR**

48,3 MILLIARDS DE SOUTIENS PUBLICS EN 2021 ET DONC AUTANT DE MOYENS

DIAGN

21,4 %

10 348 M€
Union
européenne

20 % **9 692 M€**
PAC

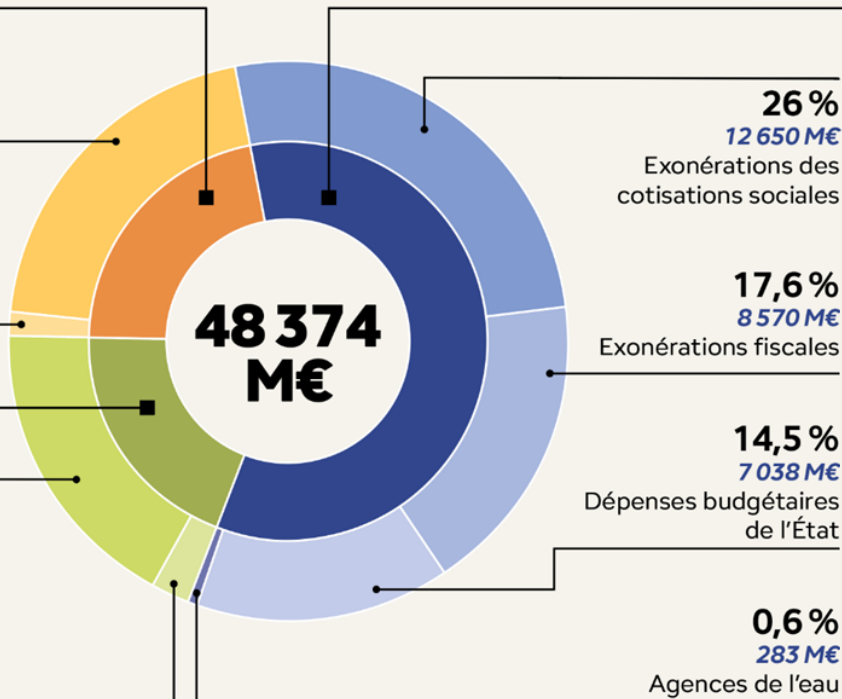
1,4 % **656 M€**
Autres

19,6 %

9 485 M€
Collectivités
territoriales

17,3 % **8 395 M€**
Restauration collective

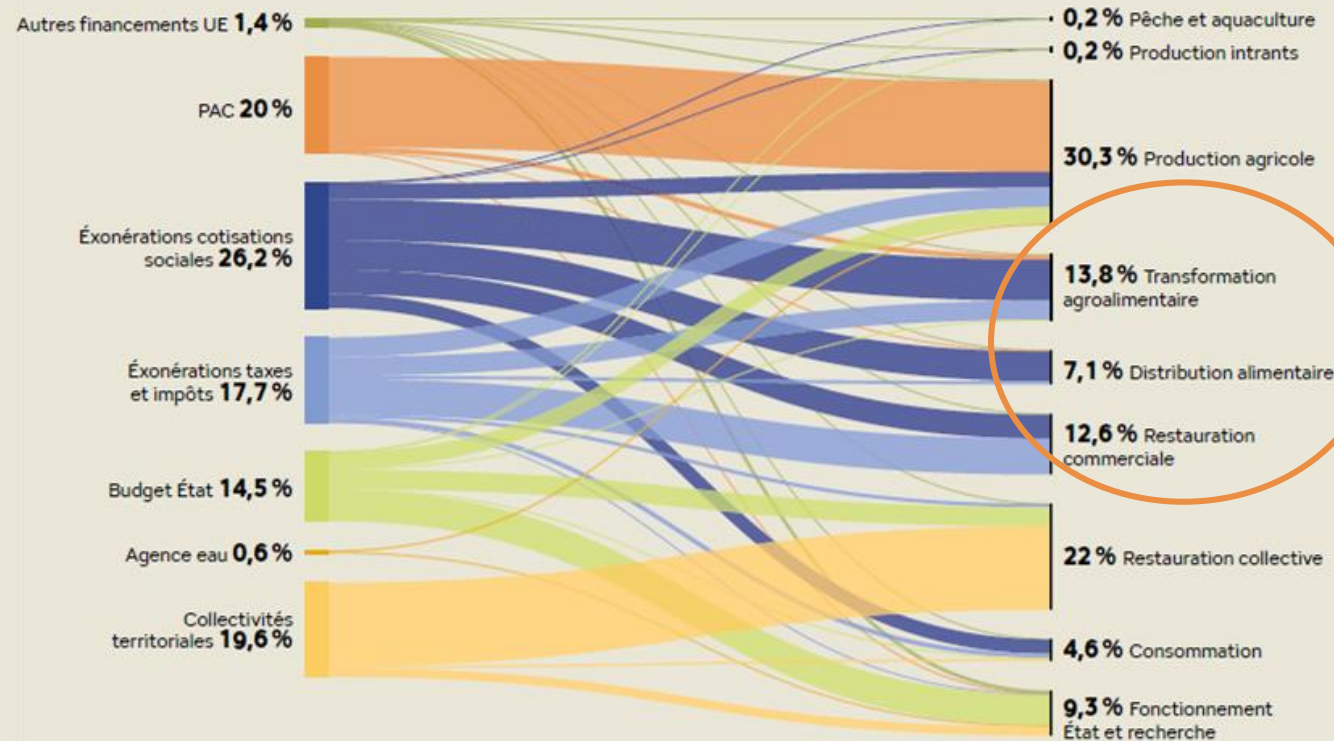
2,2 % **1 090 M€**
Autres*



59 %

28 541 M€
État

34% DES FINANCEMENTS À L'AVAL (HORS RESTAURATION COLLECTIVE)

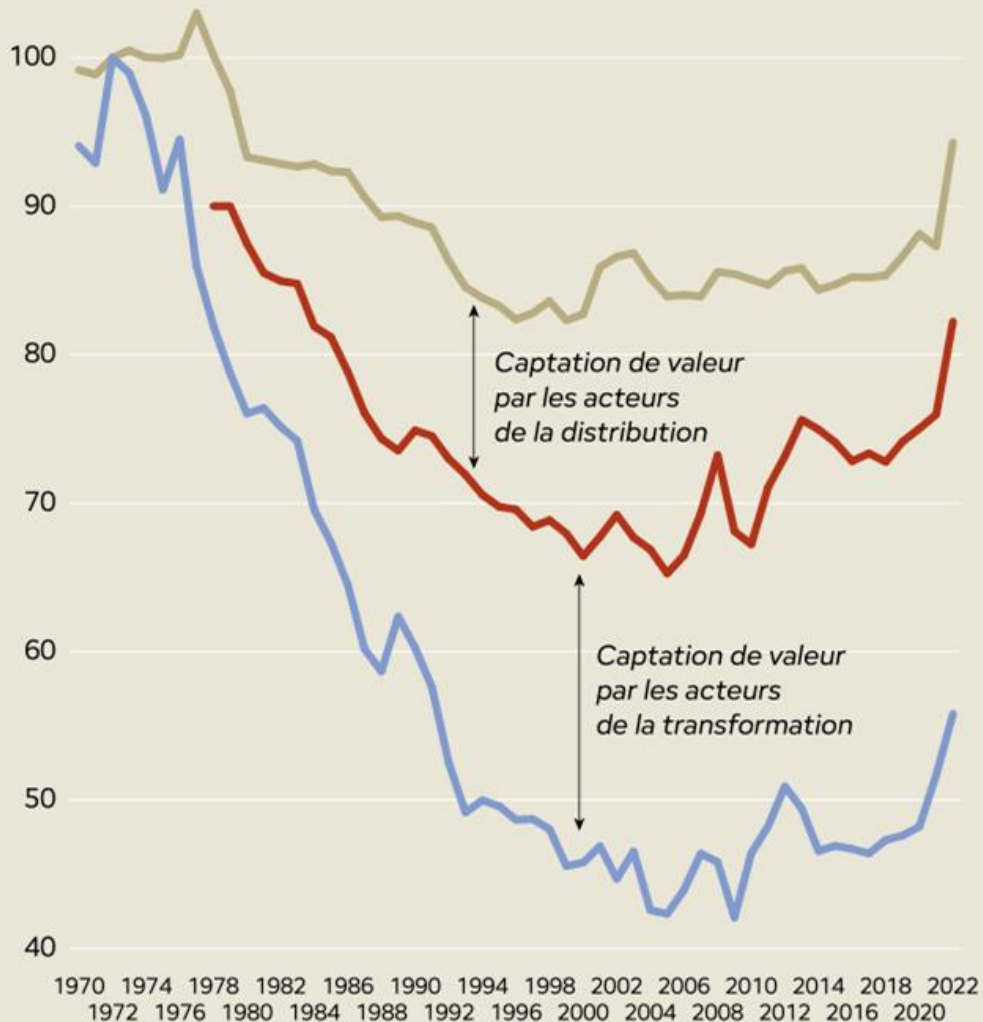


Cet argent, en allant à l'aval, touche directement notre consommation et oriente donc ce qui est dans l'assiette des consommateurs et des consommatrices

LE PARTAGE INÉQUITABLE DE LA VALEUR

■ Indice prix réels alimentaires au consommateur
■ Indice Prix Production IAA
■ Prix réels de la production agricole

→ Une répartition inéquitable de la valeur mais aussi une logique de création de valeur qui pose aujourd'hui question : *comment se fait-il qu'on acquiert davantage de valeur en produisant de l'immatériel ?*





LE PARTAGE INÉQUITABLE DE LA VALEUR

Une déconnexion entre la valeur du produit (ce qu'il coûte pour produire et ce qu'il rapporte à l'agriculteur) et les prix consommateurs

- **En vingt-cinq ans** (entre 1975 et 2000), **les prix agricoles** (payés aux producteurs et productrices) **ont été divisés par deux**, une baisse faiblement répercutée sur les consommateurs.
- **“L’immatériel”** (publicité, image de marque) **prend de plus en plus de place dans le prix payé par les consommateurs**

⇒ L'alimentation est devenue un “minerai”, à obtenir au plus bas prix, avec des conséquences : dégradation de l'environnement, faibles rémunérations etc.



NOS RECOMMANDATIONS

Une trentaine de propositions, à l'échelle nationale avec leur déclinaison locale

Nous insistons ici sur particulièrement 4 aspects du fait d'un contexte budgétaire tendu et de souci de dialogue et de démocratie

1. **Un besoin de pilotage et de favoriser la mise en débat des sujets alimentaires dans la main des citoyens et des citoyennes, et ce à plusieurs échelons**
 - Une proposition d'une loi cadre sur le **droit à l'alimentation** pour une mise en débat entre citoyens et citoyennes
 - Des **instances agricoles** qui s'ouvrent
 - Et plus localement des **maisons solidaires de l'alimentation** pour contribuer à l'échelle de son quartier



NOS RECOMMANDATIONS

QUAND ON A PAS LES MOYENS D'AGIR AUTREMENT, ON AJOUTE AU SENTIMENT D'IMPUISSANCE ET D'EXCLUSION

« On sait ce que ça coûte d'avoir des produits qui viennent de loin, l'avion, la pollution et tout, on sait que c'est pas terrible pour la planète, mais quand t'as pas l'argent pour faire autrement, tu es censé faire comment ? »

Gérard, membre du groupe de Brest et accompagné le SCCF

“Quand on est au RSA, on n'a pas les moyens de choisir ce qu'on mange”

Alain, accompagné par le SCCF

Mon ex-femme est partie du jour au lendemain. C'est compliqué à tout gérer, ça fait beaucoup de choses sur mes épaules. Je faisais mon travail, mais tu ne le fais pas bien, quoi. Le troupeau, ça déconnait, tu t'entêtes. Tu dis ça va marcher, tu commences à acheter des concentrés, à dire on va faire plus de lait, puis c'est pas forcément la bonne solution. Plus la crise laitière, plus le troupeau, tu comprends pas, tu perds des vaches, tu vas traire en marche arrière le matin...”

Fabien, éleveur accompagné par Solidarité Paysans



NOS RECOMMANDATIONS

3. Massifier la transition agricole sur l'ensemble du territoire

- Soutenir les **installations vers des modèles agroécologiques**
- **Réorienter** les aides de la PAC

→ **Au niveau local :**

- Mettre en place une **offre plus durable en restauration collective**
- Construire des filières territoriales avec la **relocalisation des outils de transformation**
- Mettre en place des **PAT solidaires et écologiques**



NOS RECOMMANDATIONS

4. Une régulation du commerce international

- Moratoire sur les **accords de libre-échange** en cours
- **Conditionner les importations** au respect de normes environnementales, sanitaires et sociales en vigueur
- Stopper les exportations de **pesticides interdits** par l'UE

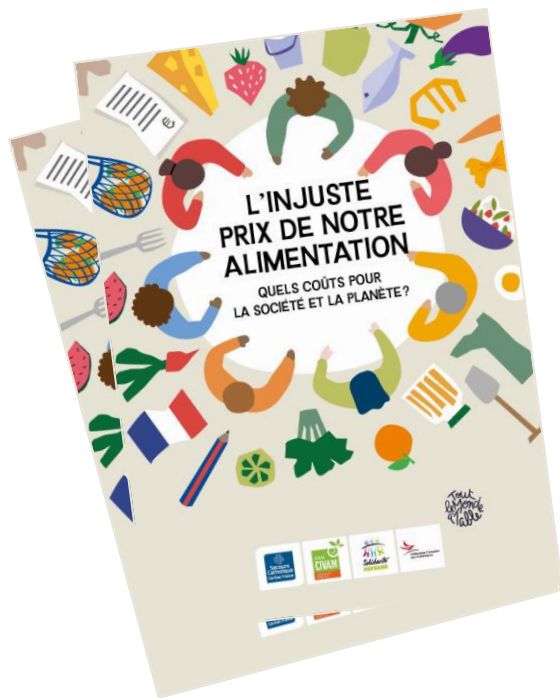




RETROUVEZ NOTRE RAPPORT

Sur les sites Internet de nos associations

L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION. QUELS COÛTS POUR LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?



6. Conclusion et perspectives



Benjamin BEAUSSANT

Directeur de la DRAAF Bretagne



Merci de votre attention !

Contact : pole-offre-alimentaire-sral.draaf-bretagne@agriculture.gouv.fr

Site Internet : <http://draaf.bretagne.agriculture.gouv.fr/Alimentation-Programme-National>